



L'abonnement à Health and Tech Intelligence est payant, merci de respecter la propriété intellectuelle et de ne pas transférer cet article sans autorisation préalable de Health and Tech Intelligence.

Imprimé par Charlotte Saiman pour son seul usage (ab. n° 4149)

Vers un déploiement de la télémédecine en 2018 ? (LesEchosEtudes)

Paris - Publié le mardi 30 janvier 2018 à 17 h 01 - Actualité n° 5658

En 2020, 1 million de personnes sera pris en charge par la télémédecine en France. Tels sont les chiffres mis en avant par l'étude « Quelles perspectives pour la médecine à distance ? » de [Les Echos Etudes](#) publiée en janvier 2018.

Celle-ci dresse un panorama des expérimentations et des projets en cours et cartographie l'ensemble des acteurs en présence : éditeurs de logiciels, prestataires de services de télémédecine, plates-formes de téléconseil médical, assureurs complémentaires et assistants, hôpitaux, EHPAD, start-up de la e-santé...

Elle montre, enfin, que 32 % des Français sont ouverts au principe de la téléconsultation médicale.

H&TI s'est procuré une synthèse de cette étude qui tente de répondre à 4 questions clés :

- Quelle est la valorisation de ce nouveau marché ? Comment se segmente-t-il et quels en sont les acteurs clés ?
- Comment s'opère la convergence entre télémédecine, téléconseil et monitoring des objets connectés ?
- Comment évoluent le cadre politique et l'environnement réglementaire de ce marché ?
- Comment lever les obstacles au développement de la médecine à distance ?

Une méthodologie mêlant entretiens et veille

Une dizaine d'entretiens ont été menés par les auteurs de l'étude auprès d'experts (Pierre Simon et Docteur Pierre Espinoza), d'organisations professionnelles (FHF), d'institutions (ARS Pays de la Loire) et d'acteurs privés de la télémédecine et du téléconseil médical : H2AD, H4D, MédecinDirect, Tactio Health, Docapost...

Ceux-ci ont été complétés par une veille complète sur l'actualité politique et l'environnement réglementaire de la médecine à distance : actes qualifiés de télémédecine au sens de la loi HPST, prestations de téléconseil médical, suivi de personnes âgées et/ou malades à domicile ou en institution via les objets connectés santé.

Le contexte de l'étude

- La réorganisation de l'offre de soins : la médecine à distance est un levier pour (re)structurer l'organisation et la coopération entre professionnels de santé et mieux répondre aux nouveaux besoins de santé générés par le vieillissement de la population, le développement des maladies

chroniques et la raréfaction des ressources humaines en santé. L'étude montre que 300 000 personnes vivent dans une communauté où aucun service de santé ne se trouve à proximité.

- La qualité et la sécurité des soins : elle permet d'apporter de nouvelles réponses à la question de l'accessibilité aux soins et de leur permanence.
- La gestion/maîtrise des dépenses de santé : en introduisant dans la prise en charge des patients de nouveaux services et de nouveaux outils de suivi, ces nouvelles pratiques entraînent une modification des structures de coûts de notre système de soins.
- Le management des professionnels de santé : la modification des pratiques et des prises en charge présente un défi en termes de gestion et d'accompagnement du changement, d'information et de formation des professionnels de santé, de développement de nouveaux métiers et mode de coopération entre acteurs de soins.
- Le développement d'un écosystème et d'une industrie : la France possède de nombreux atouts sur ce nouveau marché et les acteurs se mobilisent auprès des pouvoirs publics pour faire adapter la réglementation.

Les attentes des Français en matière de téléconseil

Si la population visée par les dispositifs de télémédecine *stricto sensu* est définie et segmentée par les textes réglementaires, celle intéressée par le téléconseil médical et les objets connectés est nettement plus large. Elle concerne :

- L'ensemble des personnes vivant dans un territoire sous-médicalisé (environ 12 millions de personnes) ;
- les patients souffrant d'au moins une pathologie chronique, dont le suivi pourrait être assuré par des objets connectés et des services web, doublés par des téléconsultations périodiques ;
- des Français qui ont besoin de gagner du temps ou qui considèrent que la téléconsultation est « plus pratique ».

Une étude réalisée par Philips Healthcare (Future Health Index, menée auprès de 33 000 personnes dans 19 pays) indique que 8 français sur 10 souffrant d'une maladie chronique souhaiterait un meilleur accompagnement à domicile et qu'ils sont ouverts à l'utilisation de solutions numérique de télésuivi. 56 % des personnes interrogées estiment que les soins de santé connectés sont importants pour améliorer la santé générale de la population.

La télémédecine encore marginale...

Malgré un socle légal depuis 2009 et sa relance par le Pacte Territoire Santé dans les 9 territoires de soins numériques, la télémédecine reste encore cantonnée au périmètre d'expérimentations locales. Le nombre d'actes de télémédecine représenteraient actuellement moins de 0,5 % des consultations dispensées, alors que les pouvoirs publics ont dépensé entre 2011 et 2015 près de 115 millions d'€ pour leur développement.

Par ailleurs, dans son rapport sur la Sécurité sociale, le 20 septembre 2017, la Cour des comptes soulignait que « le nombre de projets de télémédecine soutenus par les ARS est incertain ». En 2012, la DGOS comptabilisait 331 projets dont 169 opérationnels.

... mais devrait se généraliser à partir de 2018

En levant l'un des freins majeurs à son déploiement - la généralisation des actes de téléconsultation et de télé-expertise (votée dans la LFSS 2018), qui vont entrer dans le droit commun et sortir de leur cadre expérimental - le nouveau gouvernement entend donner une nouvelle impulsion à la télémédecine. En outre, le Grand plan d'investissement 2018-2022 prévoit, dans ses 57 milliards d'€, une enveloppe de 5 milliards d'€ pour financer les équipements numériques en santé avec des initiatives annoncées en matière de télémédecine, de recours à l'IA et d'informatisation des établissements de santé. 50 millions d'€ sont prévus pour le déploiement des téléconsultations ou des possibilités de paiement et de lecture à distance de la carte Vitale, notamment dans les territoires ruraux et ultramarins.

D'autres mesures sont attendues dans le cadre de la nouvelle Stratégie nationale de santé, dans laquelle figure comme axe prioritaire, l'innovation « organisationnelle, médicale, technologique ou numérique », et notamment les évolutions telles que la télémédecine et les objets connectés.

Ce développement de la télémédecine pourrait avoir des effets vertueux sur l'ensemble du secteur de la e-santé, note l'étude, et « favoriser le recours plus large aux solutions alternatives de médecine à distance ». Signe de ces perspectives favorables, les investissements d'un nombre croissant de complémentaires santé qui intègrent désormais dans leur offre des services de téléconsultation et de téléconseil médical.

Les Echos Etudes

LesEchosÉTUDES • Les Échos Études (anciennement Eurostaf) est un institut d'études de marché spécialisé dans la publication d'ouvrages économiques et sectoriels, ainsi que dans la réalisation d'études sur-mesure.

- Création : juillet 1987
- Filiale du Groupe Les Echos
- Laurent David, Directeur Délégué

Catégorie : Autre

Fiche n° 2464, créée le 31/01/18 à 02:33

© Health and Tech Intelligence 2018 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »